



MALI

Le trafic aérien fortement perturbé à Bamako, Air Burkina, Corsair et Sky Mali contraintes de revoir leurs vols

BURKINA FASO

Le gouvernement remanié, Ibrahim Traoré dévoile une équipe de 22 membres à l'épreuve de la sécurité et du social

CÔTE D'IVOIRE

Remous dans la commercialisation du cacao, le Conseil fait la lumière sur les camions bloqués au port d'Abidjan et rassure les producteurs

NIGERIA

Face aux jihadistes, Abuja reçoit un important lot de matériel militaire de Washington

**PATRICK ACHI DÉSIGNÉ CANDIDAT DU
RHDP À LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE
NATIONALE**

Table des matières

03 EDITO

04 POLITIQUE

Plongez au cœur des dynamiques politiques du continent : entre alternances contestées, réformes institutionnelles et stratégies de pouvoir, un panorama lucide des enjeux du moment.

11 ÉCONOMIE

Décryptage des tendances économiques qui façonnent l'Afrique d'aujourd'hui — croissance, innovation, dette et nouveaux partenariats au menu de cette section essentielle.

18 SOCIÉTÉ

Regards croisés sur les mutations sociales, culturelles et générationnelles d'une Afrique en mouvement — entre traditions, modernité et nouveaux récits.

EDITO



**DR.
EMMANUEL MIAN**

Directeur de publication Hamaniè

Chaque numéro d'Hamaniè est une invitation à comprendre notre monde autrement. À prendre le temps de lire, de réfléchir, d'analyser — loin du vacarme et des réactions instantanées. Dans un contexte où l'information circule à une vitesse folle, Hamaniè choisit de ralentir pour mieux voir, mieux dire, mieux comprendre.

Notre ambition est simple : éclairer sans juger, informer sans distraire, relier sans diviser. À travers nos enquêtes, analyses et portraits, nous cherchons à donner sens à l'actualité, à valoriser les idées neuves, et à mettre en avant celles et ceux qui bâtissent l'Afrique d'aujourd'hui et de demain.

Ce numéro s'inscrit dans cette même exigence : celle de la rigueur, de la curiosité et du dialogue. Que vous soyez lecteur fidèle ou nouvel arrivant dans la communauté Hamaniè, nous espérons que ces pages nourriront votre réflexion autant qu'elles ont nourri notre passion à les concevoir.

Bienvenue dans Hamaniè — là où l'information reprend tout son sens.

Emmanuel Mian



01

CÔTE D'IVOIRE

Patrick Achi désigné candidat du RHDP à la présidence de l'Assemblée nationale

02

BURKINA FASO

Le gouvernement remanié, Ibrahim Traoré dévoile une équipe de 22 membres à l'épreuve de la sécurité et du social

03

GUINÉE-BISSAU

Le régime militaire modifie la Constitution et instaure un régime présidentiel

04

UGANDA

A la veille de la présidentielle et des législatives, les autorités suspendent l'accès à internet sur l'ensemble du territoire national

05

SUD DU TCHAD

De violents combats opposent l'armée aux rebelles du MPRD, plusieurs morts signalés

Côte d'Ivoire : Patrick Achi désigné candidat du RHDP à la présidence de l'Assemblée nationale

Selon nos informations, Patrick Achi sera le candidat du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) à la présidence de l'Assemblée nationale. L'élection doit se tenir samedi 17 janvier. L'ancien Premier ministre a été choisi par le président de la République, Alassane Ouattara, pour briguer ce poste stratégique, occupé depuis 2022 par Adama Bictogo. Le chef de l'État en a fait l'annonce le 15 janvier à Abidjan, à l'occasion d'une réunion du présidium du parti au pouvoir.

Cette désignation intervient dans un contexte politique largement favorable au RHDP. Deux mois après la large victoire d'Alassane Ouattara à l'élection présidentielle du 25 octobre dernier, le parti présidentiel a confirmé sa domination lors des élections législatives du 27 décembre. Le RHDP a remporté 197 sièges sur 255, soit une progression significative par rapport à la législature sortante, avec une trentaine de sièges supplémentaires et quarante-quatre circonscriptions nouvellement conquises. À cette majorité confortable pourraient s'ajouter certains des vingt-trois députés élus en tant qu'indépendants, généralement proches du pouvoir.

Dans ces conditions, l'élection du futur président de l'Assemblée nationale ne fait guère de doute sur le plan numérique. Elle revêt en revanche une forte portée politique. En Côte d'Ivoire, la présidence de l'Assemblée nationale constitue une fonction centrale dans l'architecture institutionnelle. Deuxième personnalité de l'État dans l'ordre protocolaire, le président de l'institution joue un rôle clé dans l'organisation des travaux parlementaires, la coordination avec l'exécutif et la représentation du pays dans les enceintes interparlementaires internationales.

Le choix de Patrick Achi répond à cette logique de maîtrise des équilibres institutionnels. Ancien haut fonctionnaire et ingénieur de formation, il a occupé plusieurs postes stratégiques au sommet de l'État avant d'accéder à la primature en mars 2021, fonction qu'il a exercée jusqu'en octobre 2023.



Il avait auparavant été secrétaire général de la présidence de la République et ministre des Infrastructures économiques, pilotant de nombreux projets structurants du régime.

Après son départ de la primature, remplacé par Robert Beugré Mambé, Patrick Achi avait marqué une période de retrait relatif de la scène gouvernementale. Si elle est confirmée lors du vote prévu samedi, cette nomination marquera le retour de Patrick Achi durant un semestre, des enseignements à l'université de Harvard. Début 2025, il a été nommé ministre d'État, conseiller spécial à la présidence de la République, confirmant son retour au premier cercle du pouvoir.

Ancien cadre du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), Patrick Achi est désormais pleinement intégré au dispositif politique du RHDP. Élu député dans la région de La Mé, qu'il préside, il dispose également d'un ancrage territorial, en complément de son profil technocratique et institutionnel.

La décision d'Alassane Ouattara de le positionner à la tête de l'Assemblée nationale apparaît ainsi comme un signal clair de continuité et de consolidation du pouvoir autour de figures jugées fiables et expérimentées. Si elle est confirmée lors du vote prévu samedi, cette nomination marquera le retour de Patrick Achi à un rôle institutionnel de tout premier plan, au cœur du dispositif politique ivoirien.



Burkina Faso : Le gouvernement remanié, Ibrahim Traoré dévoile une équipe de 22 membres à l'épreuve de la sécurité et du social

Au Burkina Faso, la Transition amorce un nouveau tournant. Le président Ibrahim Traoré a procédé, le lundi 12 janvier 2026, à un remaniement gouvernemental d'envergure, sur proposition du Premier ministre Jean Emmanuel Ouédraogo. Une recomposition pensée comme un outil de combat face à une crise sécuritaire persistante et à des défis économiques et sociaux de plus en plus pressants.

La nouvelle architecture gouvernementale se veut plus ramassée, plus lisible et surtout plus opérationnelle. Avec 22 membres dont trois ministres d'État, 17 ministres et deux ministres délégués, l'exécutif affiche une volonté claire : concentrer l'action publique sur les secteurs jugés vitaux pour la survie et la stabilisation du pays.

Le choix des profils, un message politique fort

Le cœur du remaniement réside dans la nomination de figures issues des sphères stratégiques. À la Défense, le général de division Célestin Simporé accède au rang de ministre d'État, symbole du poids accordé à la question sécuritaire. L'agriculture, pilier de la résilience nationale, est confiée au commandant Ismaël Sombié, lui aussi ministre d'État, dans un portefeuille élargi intégrant l'eau et les ressources animales.

L'administration territoriale, autre levier clé de l'autorité de l'État, revient à Émile Zerbo, tandis que Mikailou Sidibé prend la tête d'un nouveau ministère à forte charge symbolique : la Construction de la Patrie. Du côté de la jeunesse et de l'emploi, Annick Lydie Djouma Pikbougoum/Zingué Quattara hérite d'un département stratégique dans un contexte de fortes attentes sociales. Trois ministres délégués viennent compléter l'équipe, notamment pour renforcer la gestion budgétaire, le secteur des ressources animales et la diplomatie.

Continuité et ajustements ciblés



Si le gouvernement se renouvelle, il ne rompt pas avec l'existant. Les principaux portefeuilles régaliens conservent leurs titulaires. L'Économie et les Finances restent sous la conduite d'Aboubakar Nacanabo, la Sécurité sous celle de Mahamadou Sana, les Affaires étrangères sous Karamoko Jean Marie Traoré, et la Communication demeure pilotée par Pingdwendé Gilbert Ouédraogo, également porte-parole du gouvernement.

Cette continuité traduit une volonté de préserver les équilibres sur les dossiers sensibles, tout en procédant à des ajustements ciblés là où l'exécutif estime nécessaire de renforcer l'impact de l'action publique.

Une transition sous pression

Ce remaniement intervient dans un contexte national tendu, marqué par l'insécurité, les défis humanitaires et des attentes sociales croissantes. Reste désormais à transformer cette recomposition politique en résultats concrets sur le terrain, là où l'État est attendu avec le plus d'urgence.

Guinée-Bissau : Le régime militaire modifie la Constitution et instaure un régime présidentiel

Un mois et demi après la prise du pouvoir par l'armée, la Guinée-Bissau connaît un tournant institutionnel majeur. Le Conseil national de transition (CNT), mis en place par les autorités militaires, a adopté à l'unanimité une révision de la Constitution qui bouleverse l'équilibre des pouvoirs et consacre un régime présidentiel renforcé.

Une décision lourde de conséquences politiques, mais juridiquement contestée.

Réunis à Bissau lors d'une séance publique, les 65 membres du CNT ont validé le nouveau texte constitutionnel, appelé à être promulgué par le chef de la junte, le général Horta N'Tam. Bien que la version définitive n'ait pas encore été rendue publique, ses principales orientations sont connues : le chef de l'État devient le centre de gravité du système politique.

Le choix des profils, un message politique fort

La réforme marque l'abandon du régime parlementaire qui prévalait jusque-là. Désormais, le président de la République détient le pouvoir de nommer le Premier ministre et l'ensemble du gouvernement, sans dépendre d'une majorité parlementaire. Il peut également dissoudre le Parlement, lequel perd au passage son appellation d'« Assemblée nationale populaire » pour devenir simplement « Assemblée nationale ».

Pour les promoteurs de cette réforme, il s'agit de mettre un terme aux blocages institutionnels récurrents. La coexistence conflictuelle entre le président Umaro Sissoco Embaló et une opposition majoritaire issue des législatives de 2023 avait illustré

les failles du système précédent. Ces tensions avaient culminé avec la dissolution du Parlement en décembre 2023 et une période de gouvernement par ordonnances, avant le coup d'État du 26 novembre 2025.

Selon Mamadu Queita, représentant de la société civile au sein du CNT, la réforme vise à instaurer une chaîne de commandement claire. Elle permettrait, selon lui, d'éliminer le « bicéphalisme » de l'exécutif, souvent source de paralysie politique.

Une réforme sous soupçon

Mais au-delà de l'argument de l'efficacité, la légitimité même du processus est vivement remise en question. Le CNT étant issu directement du coup d'État, plusieurs analystes estiment que ses décisions n'ont aucune base constitutionnelle. Un commentateur politique du nom de Toni Checka bien connu des Bissau-guinéens, parle d'une situation « dangereuse et imprévisible », affirmant que toute réforme émanant d'une institution non élue est juridiquement nulle.

Les critiques ne portent pas uniquement sur la procédure, mais aussi sur l'orientation du nouveau régime. Pour certains observateurs, la réforme ouvre la voie à une concentration excessive du pouvoir. Se prononçant sur la question, un doctorant en droit, s'interroge sur les intentions réelles du haut commandement militaire, redoutant l'émergence d'un pouvoir personnel sous couvert de réforme institutionnelle.



Ouganda : A la veille de la présidentielle et des législatives, les autorités suspendent l'accès à internet sur l'ensemble du territoire national

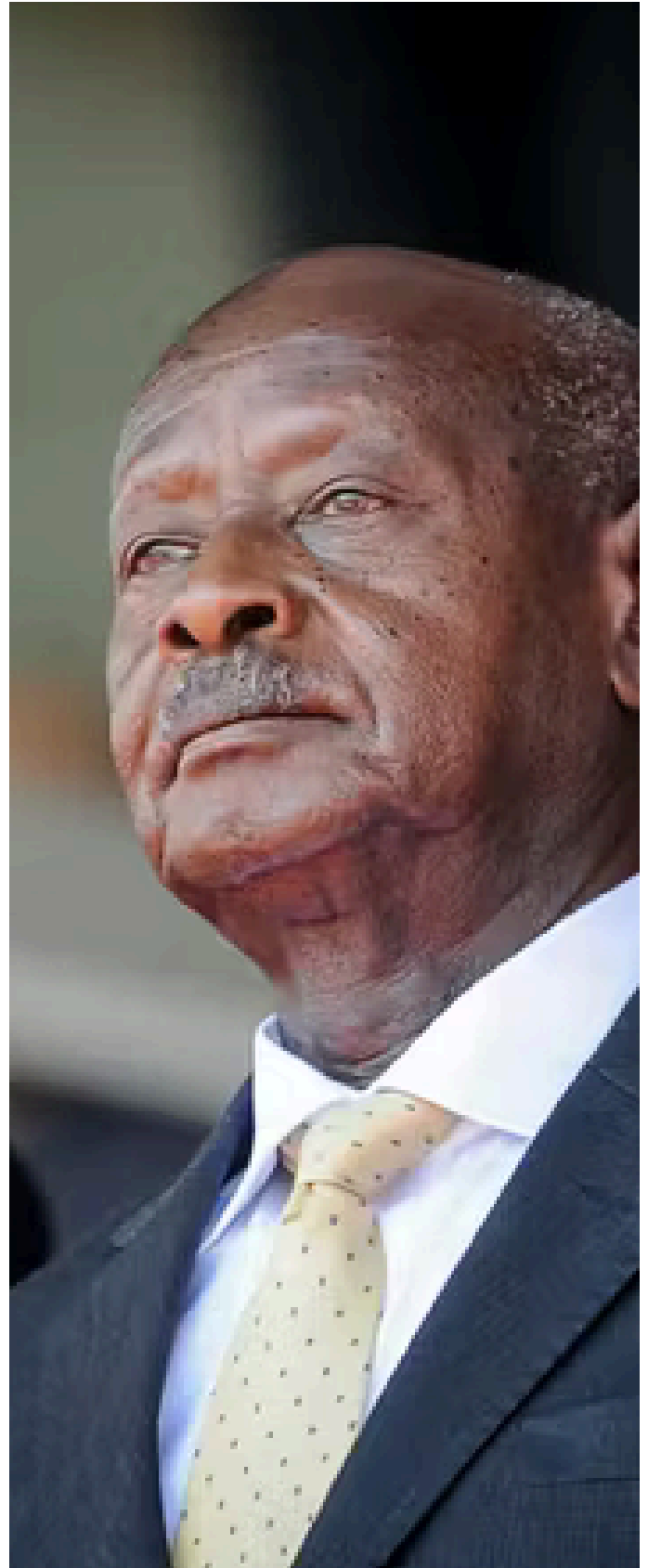
À la veille de l'élection présidentielle et des législatives prévues le 15 janvier, l'Ouganda s'est brusquement retrouvé déconnecté du reste du monde. Depuis le mardi 13 janvier à 18 heures locales, l'accès à internet est totalement suspendu sur l'ensemble du territoire, une décision prise par les autorités alors que le pays entre dans une phase électorale décisive.

La Commission ougandaise des communications, organisme public chargé de la régulation des télécommunications, a ordonné aux fournisseurs d'accès de couper le réseau jusqu'à nouvel ordre. Selon l'institution, cette mesure vise à prévenir la diffusion de fausses informations, les risques de fraude électorale et toute incitation à la violence en ligne. Dans le même temps, la vente de nouvelles cartes SIM a été interdite et les services de roaming pour les abonnés étrangers suspendus.

Cette décision intervient pourtant après plusieurs assurances du gouvernement selon lesquelles aucune coupure ne serait imposée pendant le processus électoral. Elle survient également quelques heures après le dernier rassemblement de campagne du président sortant Yoweri Museveni à Kampala. À cette occasion, plusieurs journalistes étrangers, pourtant détenteurs d'accréditations officielles, se sont vu refuser l'accès à l'événement.

Le chef de l'État, au pouvoir depuis quatre décennies,

se présente pour un septième mandat consécutif face notamment à l'opposant Bobi Wine. Le climat politique est marqué par une forte tension sécuritaire. D'importants déploiements de forces de l'ordre ont été observés à Kampala et dans d'autres grandes villes. Les autorités justifient ces mesures par des menaces de violences, tandis que l'opposition y voit une stratégie d'intimidation.



La coupure d'internet alimente les inquiétudes de la société civile et des organisations internationales. Plusieurs ONG de défense des droits humains et de la liberté de la presse ont récemment été suspendues par les autorités, accusées d'agir contre la sécurité nationale. Pour de nombreux observateurs, ces décisions renforcent le risque d'un isolement informationnel total du pays, rappelant la présidentielle de 2021, durant laquelle l'accès au réseau avait été bloqué pendant plus de cinq jours.

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme avait pourtant appelé, la semaine précédente, à garantir un scrutin libre, transparent et sécurisé pour tous les citoyens. Des acteurs de la liberté de la presse estiment que la coupure compromet gravement la crédibilité du processus électoral. Elle empêche les journalistes, les observateurs et les militants de documenter le déroulement du vote et d'alerter en cas d'irrégularités ou de violations des droits fondamentaux.

Alors que l'Ouganda s'apprête à voter, cette déconnexion forcée renforce les doutes sur la capacité du pays à organiser des élections ouvertes et contrôlables, à l'abri du regard extérieur.

Sud du Tchad: De violents combats opposent l'armée aux rebelles du MPRD, plusieurs morts signalés

La situation sécuritaire demeure tendue dans le sud du Tchad. Depuis plusieurs jours, l'armée tchadienne est fortement déployée dans la région du Moyen-Chari, à proximité de la frontière avec la République centrafricaine. Mardi 13 janvier, cette présence militaire s'est traduite par de violents affrontements avec des éléments rebelles du Mouvement pour la paix, la reconstruction et le développement (MPRD), faisant plusieurs morts parmi les combattants et les forces régulières.

Selon des sources locales et sécuritaires, les combats ont éclaté au cours d'opérations de ratissage menées par l'armée tchadienne dans cette zone stratégique, réputée pour sa porosité frontalière. Les échanges de tirs, d'une intensité notable, ont opposé les soldats aux rebelles du MPRD, un mouvement armé actif dans le sud du pays. Si aucun bilan officiel n'a été communiqué, plusieurs pertes humaines ont été confirmées des deux côtés.

Cette flambée de violence intervient dans un contexte de vigilance accrue des autorités tchadiennes, soucieuses de contenir toute tentative de déstabilisation dans les régions méridionales du pays. Le Moyen-Chari, frontalier de la Centrafrique, est régulièrement surveillé en raison des mouvements transfrontaliers de groupes armés et de la circulation d'armes dans la zone.

Pour l'heure, aucune communication officielle détaillée n'a été faite par le gouvernement tchadien sur l'évolution de la situation ou sur l'ampleur exacte des affrontements. Toutefois, les forces de défense et de sécurité poursuivent leurs opérations afin de reprendre le contrôle total des zones concernées et d'empêcher toute résurgence rebelle.

Ces combats rappellent la fragilité persistante de la situation sécuritaire dans certaines régions du Tchad, malgré les efforts engagés par les autorités pour stabiliser le pays. Dans l'attente de nouvelles informations, la population locale reste sur le qui-vive, redoutant une extension des violences dans cette région déjà marquée par l'instabilité.





01 MALI
Le trafic aérien fortement perturbé à Bamako, Air Burkina, Corsair et Sky Mali contraintes de revoir leurs vols

02 OUEST DU MALI
Les jihadistes attaquent et incendient plusieurs unités industrielles dans la région de Kayes

03 CÔTE D'IVOIRE
Remous dans la commercialisation du cacao, le Conseil fait la lumière sur les camions bloqués au port d'Abidjan et rassure les producteurs

Crise du carburant au Mali : Le trafic aérien fortement perturbé à Bamako, Air Burkina, Corsair et Sky Mali contraintes de revoir leurs vols

L'aéroport international Modibo Keita de Bamako, longtemps préservé des pénuries de carburant qui frappent le Mali depuis plusieurs mois, est désormais à son tour affecté. Depuis le début de l'année, des perturbations dans l'approvisionnement en kérosène contraignent plusieurs compagnies aériennes à revoir leurs programmes de vols, révélant l'ampleur d'une crise énergétique aux ramifications sécuritaires et financières.

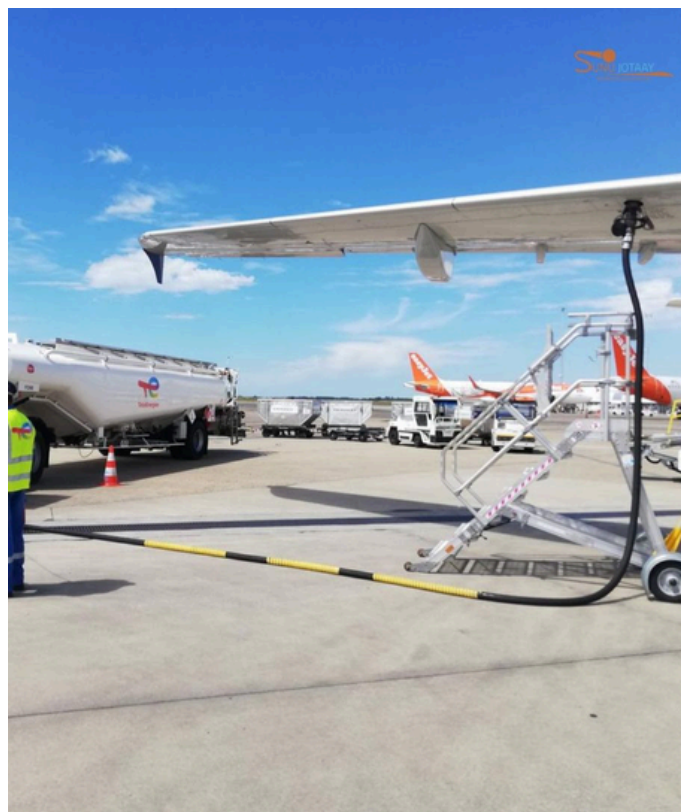
Parmi les transporteurs touchés, figurent Air Burkina, la compagnie française Corsair et Sky Mali. Dans un communiqué publié le 10 janvier, Air Burkina a annoncé des ajustements sur ses liaisons vers Bamako et Dakar, invoquant des difficultés d'approvisionnement en carburant dans la capitale malienne.

Quelques jours plus tôt, Corsair avait dû modifier un vol Bamako-Paris pour les mêmes raisons, tandis que Sky Mali annonçait l'annulation de plusieurs rotations domestiques, évoquant des contraintes logistiques persistantes dans la chaîne d'approvisionnement.

Un contexte sécuritaire dégradé

Ces perturbations s'inscrivent dans un climat sécuritaire particulièrement tendu. Depuis septembre, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda, impose un blocus sur plusieurs axes stratégiques du pays et cible régulièrement les convois de carburant. Cette stratégie vise à fragiliser l'économie malienne en raréfiant l'accès à une ressource essentielle.

À l'automne, Bamako avait déjà subi de sévères pénuries, entraînant des files d'attente interminables dans les stations-service et des coupures d'électricité à répétition. Si l'aéroport avait jusque-là échappé à ces difficultés, il semble désormais rattrapé par la crise.



Difficultés financières et dysfonctionnements internes

Au-delà des attaques contre les convois, des problèmes internes viennent aggraver la situation. Selon des sources proches du dossier, Aéroports du Mali, l'entreprise publique chargée de la gestion des plateformes aéroportuaires, éprouve de sérieuses difficultés à honorer ses engagements financiers. Des retards de paiement auprès des fournisseurs de carburant seraient à l'origine de la suspension partielle des livraisons de kérosène.

« Les problèmes ne sont pas seulement liés à l'approvisionnement national, il y a aussi une question de gestion interne », confie une source au ministère malien des Finances. Un agent d'Aéroports du Mali évoque quant à lui des factures impayées et des échéances non respectées, qualifiées de cause principale de la rupture de fourniture.



Ouest du Mali : Les jihadistes attaquent et incendient plusieurs unités industrielles dans la région de Kayes

La pression exercée par les groupes jihadistes au Mali ne se limite plus aux routes et à l'approvisionnement en carburant. Dans la région de Kayes, à l'ouest du pays, les unités industrielles sont désormais devenues des cibles directes. Dimanche 11 janvier, plusieurs usines ont été attaquées et incendiées par des hommes armés se réclamant d'al-Qaïda.

Selon des sources locales, au moins trois sites industriels spécialisés dans la production de ciment, de chaux et d'enduit ont été pris pour cible à l'aube. Les assaillants, arrivés en grand nombre, entre 150 et 200 hommes, circulaient à moto et disposaient d'armes lourdes. Organisés en deux groupes, ils ont mené des attaques coordonnées avant de mettre le feu aux installations.

Les images de ces destructions, rapidement relayées sur les réseaux sociaux, témoignent de l'ampleur des dégâts. Un élu local, qui s'est rendu sur place après le retrait des assaillants, évoque un paysage de désolation : bâtiments ravagés, stocks de ciment réduits en cendres, outils de production hors d'usage. « Tout est à refaire », confie un habitant de Bafoulabé, soulignant que l'objectif des jihadistes semble clair : empêcher toute activité industrielle dans la zone.

Une réunion de crise annoncée

Face à l'urgence de la situation, les autorités ont décidé de convoquer une réunion de crise prévue pour le mardi 13 janvier. L'objectif : faire le point sur les responsabilités, évaluer l'état réel des stocks et déterminer les mesures à prendre pour éviter une paralysie prolongée du trafic aérien.

Fin décembre, le gouvernement avait pourtant tenté de rassurer l'opinion publique en annonçant la réception de plus de 680 citernes de carburant à travers le pays, appelant les populations au calme. Mais sur les réseaux sociaux, de nombreux Maliens continuent de signaler des difficultés d'approvisionnement, aussi bien à Bamako que dans les régions de l'intérieur.

Alors que le transport aérien représente un enjeu crucial pour la mobilité, l'économie et les liaisons internationales du Mali, la persistance de cette crise pourrait avoir des conséquences durables, tant pour les compagnies aériennes que pour les usagers.



Outre les destructions matérielles, les attaques ont également visé les personnes. D'après les informations recueillies, au moins quatre individus ont été enlevés sur l'un des sites. Ce mode opératoire n'est pas inédit. En juillet dernier déjà, des usines de la région avaient été attaquées, et plusieurs employés étrangers, notamment indiens, avaient été kidnappés. Ces derniers sont toujours retenus par le groupe armé affilié à al-Qaïda.

Ces nouvelles attaques illustrent l'élargissement de la stratégie jihadiste, qui s'attaque désormais aux piliers économiques locaux, aggravant un peu plus la fragilité sécuritaire et sociale de l'ouest malien.



Côte d'Ivoire : Remous dans la commercialisation du cacao, le Conseil fait la lumière sur les camions bloqués au port d'Abidjan et rassure les producteurs

La polémique autour de la commercialisation du cacao ivoirien, alimentée ces dernières semaines par des informations faisant état de centaines de camions immobilisés au port d'Abidjan, a été largement éclaircie.

Face à la presse nationale et internationale, le président du Conseil café-cacao (CCC), Yves Brahima Koné, a apporté des explications détaillées, mettant en cause une campagne de désinformation et réaffirmant l'engagement de l'État à acheter l'intégralité de la production nationale.

Réunis au siège du Conseil, au 23^e étage de l'immeuble Caistab à Abidjan, les journalistes ont pu entendre un message clair : il n'existe aucun blocage structurel de la commercialisation du cacao en Côte d'Ivoire.

Un contexte de campagne exceptionnelle

Yves Brahima Koné a d'abord replacé le débat dans son contexte. La campagne café-cacao 2025-2026, ouverte le 1^{er} octobre 2025, a été marquée par la fixation d'un prix bord champ inédit de 2 800 FCFA le kilogramme, salué par l'ensemble du monde paysan. Un niveau de rémunération jamais atteint auparavant, qui témoigne, selon le président du CCC, de la volonté des autorités ivoiriennes de placer le producteur au centre de la gouvernance de la filière.

Cependant, quelques semaines après le démarrage de la campagne, des informations alarmistes ont émergé,

évoquant une accumulation massive de stocks dans les zones de production et une incapacité du système à absorber la récolte.

Des chiffres contestés et une réalité différente

Ces allégations, relayées notamment par certains syndicats agricoles, faisaient état de près de 700 000 tonnes de cacao prétendument invendues. Des chiffres catégoriquement rejetés par le Conseil café-cacao.

Pour étayer sa position, Yves Brahima Koné a invité les médias à s'appuyer sur des faits vérifiables, notamment les activités observables dans les ports. À Abidjan, comme à San Pedro, les opérations de déchargement se poursuivent quotidiennement, avec plusieurs centaines de camions traités chaque jour.

« Le cacao continue d'être évacué normalement », a-t-il insisté, dénonçant une lecture erronée de la situation logistique.

La question clé des camions sans documents

Au cœur de la controverse figure la présence de camions stationnés aux abords du port. Sur ce point, le président du CCC a apporté une précision déterminante : les véhicules concernés ne disposent pas de connaissances, documents obligatoires depuis 2018 pour le transport légal du cacao depuis les zones de production.

Sans ces documents, les cargaisons sont considérées comme non conformes au système de commercialisation régulé par le Conseil café-cacao.

« Il ne s'agit pas de cacao bloqué, mais de cacao hors du circuit légal », a résumé Yves Brahima Koné, soulignant que ces cargaisons ne peuvent ni être déchargées dans les usines agréées, ni donner lieu à un remboursement des frais de transport.

Une garantie ferme pour les producteurs

Malgré les tensions et les rumeurs, le message du régulateur se veut rassurant. Le Conseil café-cacao affirme disposer des mécanismes nécessaires pour

absorber l'ensemble de la production nationale, comme cela a toujours été le cas par le passé.

Reconnaissant que chaque début de campagne comporte son lot de difficultés, Yves Brahima Koné a rappelé qu'aucune campagne cacaoyère ne s'est jamais achevée en Côte d'Ivoire avec du cacao invendu.

Préserver le prix du producteur

Le président du CCC a également mis en garde contre certaines tentatives visant à remettre en cause le niveau du prix bord champ, sous couvert de compétitivité sur le marché international.

Pour les autorités ivoiriennes, la priorité reste inchangée : garantir un revenu décent aux planteurs.

« Sans producteurs, il n'y a pas de filière. Et sans filière, il n'y a pas de cacao ivoirien », a-t-il rappelé, soulignant que toute réforme ou ajustement doit d'abord servir l'intérêt du monde paysan.



Un appel à la responsabilité collective

En sommes, Yves Brahima Koné a invité les acteurs de la filière, les syndicats et les médias à privilégier l'information vérifiée et le dialogue, dans un secteur stratégique pour l'économie nationale.

Dans un contexte de forte tension sur le marché mondial du cacao, la stabilité de la filière ivoirienne demeure un enjeu majeur. Pour le Conseil café-cacao, la réponse passe par la rigueur, la transparence et la responsabilité collective, afin de préserver les acquis et renforcer la durabilité du secteur.





En savoir plus : infos@athari-as.com

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Cote d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



01 GABON
Piraterie au large de Libreville, un chalutier gabonais attaqué, neuf marins enlevés

02 NIGER
Pour avoir refusé d'acheminer du carburant vers le Mali, une trentaine de transporteurs lourdement sanctionnés par les autorités

03 NIGERIA
Face aux jihadistes, Abuja reçoit un important lot de matériel militaire de Washington

04 CAN 2025
Sénégal – Maroc pour une finale de feu

GABON : PIRATERIE AU LARGE DE LIBREVILLE, UN CHALUTIER GABONAIS ATTAQUÉ, NEUF MARINS ENLEVÉS

La menace pirate continue de planer sur les eaux du Golfe de Guinée. Dans la nuit de samedi à dimanche, un chalutier gabonais a été la cible d'une attaque armée au large de Libreville, aboutissant à l'enlèvement de neuf marins étrangers. Cet incident relance les préoccupations sécuritaires dans une zone pourtant placée sous surveillance renforcée ces dernières années.

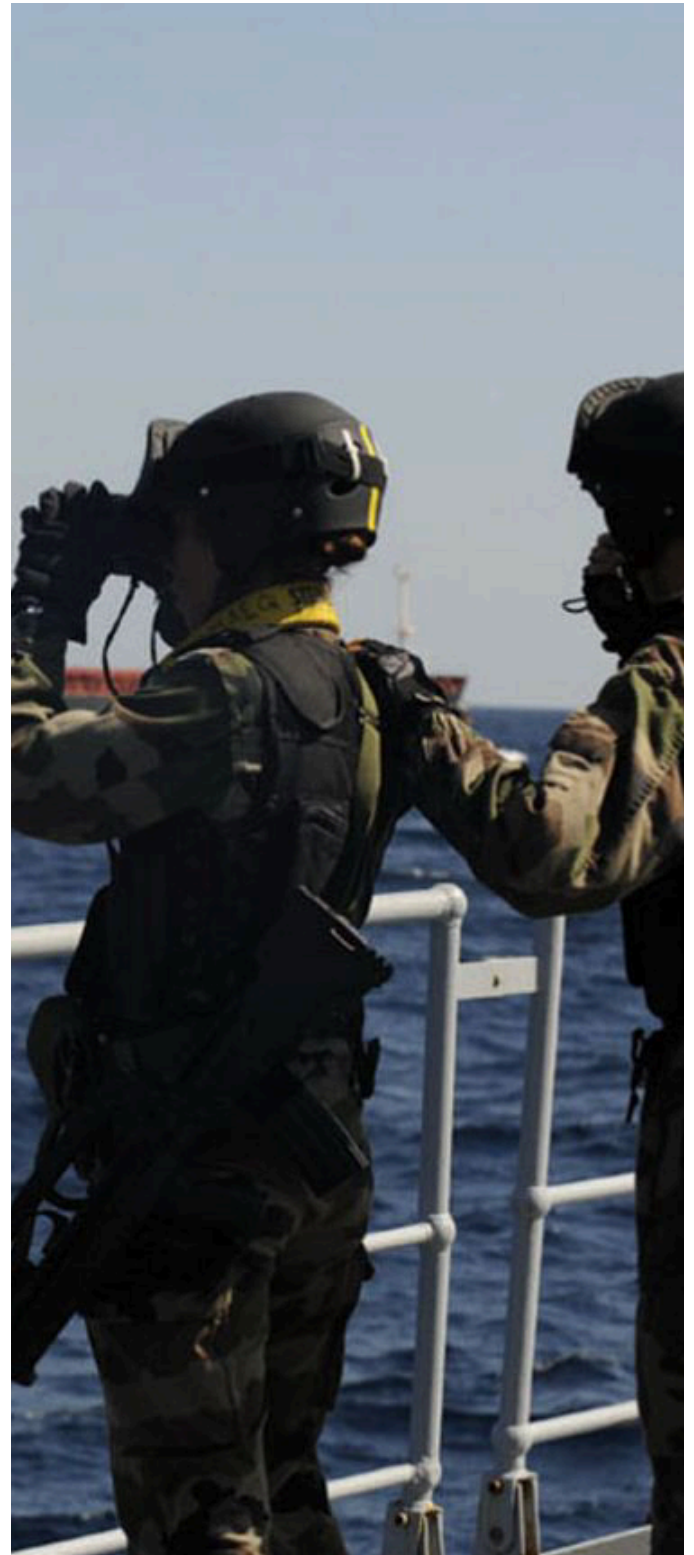
Le navire concerné, l'IB Fish 7, battant pavillon gabonais, se trouvait en pleine activité de pêche lorsqu'il a été intercepté par trois assaillants armés, à environ sept milles nautiques au sud-ouest d'Ekwata. Selon l'état-major de la Marine nationale, les pirates ont enlevé cinq ressortissants chinois et quatre Indonésiens, avant de quitter les lieux.

Six autres membres d'équipage indonésiens, chinois et burkinabè sont restés à bord du chalutier.

Rapidement alertées, les autorités gabonaises ont localisé le navire et assuré son escorte sécurisée jusqu'au port de Libreville, évitant ainsi un drame plus large. Le ministère de la Défense a annoncé l'ouverture d'une enquête judiciaire confiée au parquet de Libreville, afin d'identifier les auteurs et les circonstances précises de l'attaque.

Cet enlèvement s'inscrit dans une série d'incidents similaires. En février 2025, trois marins avaient déjà été kidnappés lors de l'attaque d'un autre chalutier au large de la capitale gabonaise. À la suite de cet épisode, les représentations diplomatiques étrangères, dont le consulat de France, avaient renforcé leurs consignes de prudence, déconseillant notamment la navigation de plaisance dans la région. Malgré les efforts conjoints des États riverains et de partenaires européens, le Golfe de Guinée demeure une zone maritime à haut risque.

S'étendant du Liberia à l'Angola, cet espace stratégique joue un rôle clé dans l'acheminement mondial des hydrocarbures et du gaz. S'il a enregistré une baisse notable des actes de piraterie ces dernières années, l'insécurité n'a pas disparu. En 2024, 26 incidents de piraterie et de brigandage maritime y ont encore été recensés, selon le MICA Center de Brest.



L'attaque du chalutier gabonais rappelle ainsi que la lutte contre la piraterie reste un défi permanent, nécessitant vigilance, coopération régionale et moyens adaptés pour protéger les marins et sécuriser l'un des corridors maritimes les plus importants au monde.

NIGER : POUR AVOIR REFUSÉ D'ACHEMINER DU CARBURANT VERS LE MALI, UNE TRENTAINE DE TRANSPORTEURS LOURDEMENT SANCTIONNÉS PAR LES AUTORITÉS

Au Niger, les autorités militaires ont choisi la fermeté. Une trentaine d'acteurs du secteur du transport routier viennent d'être lourdement sanctionnés pour avoir refusé de participer à une opération jugée stratégique : l'acheminement de carburant vers le Mali voisin, confronté à une crise énergétique sur fond d'insécurité jihadiste.

Dans un communiqué officiel, le ministère nigérien des Transports a annoncé le retrait définitif des autorisations d'exercer de 14 opérateurs spécialisés dans le transport d'hydrocarbures. Dix-neuf chauffeurs routiers ont, quant à eux, perdu leur permis de conduire, tandis qu'un autre opérateur s'est vu infliger une suspension d'un an. Pour les autorités, ces professionnels ont manqué à une obligation légale en refusant d'exécuter une réquisition de l'État.

Le ministre des Transports, le colonel-major Abdourahamane Amadou, a qualifié ce refus « d'infraction grave », estimant que les sanctions s'inscrivent dans le cadre du respect des règles régissant le secteur et de l'engagement du Niger envers ses partenaires régionaux.

Un contexte sécuritaire explosif au Mali

Cette affaire s'inscrit dans un contexte régional particulièrement tendu. Le Mali, également dirigé par un régime militaire, a été frappé à l'automne dernier par une pénurie aiguë de carburant. Celle-ci faisait suite à un blocus imposé par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), organisation jihadiste affiliée à Al-Qaïda, perturbant gravement les circuits d'approvisionnement.

Les routiers dénoncent une décision « injuste »

Mais cette démonstration de solidarité régionale ne fait pas l'unanimité. Les syndicats de transporteurs nigériens ont exprimé leur colère face à ce qu'ils jugent être une sanction disproportionnée. Le Syndicat démocratique des routiers du Niger (SDRN) s'est dit particulièrement choqué par le retrait pur et simple des permis de conduire.

Son responsable, Moussa Niandou, estime que les autorités auraient dû, en amont, chercher à comprendre les raisons du refus des chauffeurs. Selon lui, les conducteurs redoutent avant tout les dangers liés à l'insécurité persistante sur certains axes routiers, régulièrement ciblés par des groupes armés.



Une solidarité régionale sous contrainte

L'affaire illustre les tensions croissantes entre impératifs sécuritaires, solidarité politique et réalités économiques dans le Sahel. Le Niger, le Mali et le Burkina Faso, désormais réunis au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont renforcé leur coopération militaire, allant jusqu'à annoncer la création d'une force conjointe de 5.000 soldats.

Malgré ces efforts coordonnés, l'insécurité continue de perturber lourdement les activités logistiques. Au Mali, les difficultés d'approvisionnement en carburant refont surface. À l'aéroport international de Bamako, plusieurs vols ont récemment été annulés ou reportés, faute de kérosène disponible, soulignant la fragilité persistante des chaînes d'approvisionnement dans la région.

NIGERIA : FACE AUX JIHADISTES, ABUJA REÇOIT UN IMPORTANT LOT DE MATÉRIEL MILITAIRE DE WASHINGTON



Le Nigeria et les États-Unis franchissent une nouvelle étape dans leur partenariat sécuritaire. Washington a confirmé la livraison récente de matériel militaire aux forces nigériennes, dans un contexte marqué par la persistance de la menace jihadiste et un rapprochement stratégique de plus en plus assumé entre les deux pays.

L'annonce a été faite mardi 13 janvier par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (Africom), qui a indiqué avoir acheminé à Abuja des équipements destinés à soutenir les opérations militaires en cours. Si la nature exacte du matériel livré n'a pas été rendue publique, l'armée américaine évoque un appui logistique « essentiel » à ses

partenaires nigériens et un renforcement de la coopération en matière de sécurité.

Cette livraison intervient peu après des frappes américaines menées fin décembre sur le territoire nigérian. Le jour de Noël, des drones MQ-9 Reaper ont tiré seize missiles guidés contre des combattants affiliés à l'organisation État islamique, ciblés dans la forêt de Bauni, dans l'État de Sokoto. Une zone inhabituelle pour ce type d'opération, alors que l'insurrection jihadiste est traditionnellement concentrée dans le nord-est du pays. Les autorités nigériennes ont toutefois affirmé que les frappes visaient un groupe armé venu du Sahel.

Depuis plus de quinze ans, le Nigeria fait face à une insurrection jihadiste aux multiples visages. Dans le nord-est, Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest continuent de déstabiliser la région, tandis que le nord-ouest et le centre du pays sont ravagés par des groupes criminels lourdement armés, responsables d'enlèvements massifs et de violences contre les populations civiles.

Dans ce contexte, Abuja a annoncé début janvier un approfondissement de son accord sécuritaire avec Washington. Les autorités nigériennes assurent vouloir conserver la maîtrise de leurs opérations, précisant que les frappes aériennes resteront du ressort de l'armée nationale, tout en s'appuyant sur le renseignement et la surveillance américains.

Cette coopération renforcée s'inscrit cependant dans un climat diplomatique sensible. En octobre, le président américain Donald Trump avait accusé des groupes armés nigériens de mener un « génocide » contre les chrétiens, mettant en cause l'inaction des autorités. Des propos vivement contestés par le gouvernement nigérien et par plusieurs experts, qui rappellent la complexité des causes du conflit et rejettent une lecture strictement religieuse de la violence.

Soucieuse de préserver l'appui américain, Abuja a intensifié ses efforts de communication à Washington. En décembre, le conseiller à la sécurité nationale, Nuhu Ribadu, a fait appel à une firme de lobbying américaine, DCI Group, pour un contrat de plusieurs millions de dollars visant à défendre l'image du Nigeria et à souligner les actions menées pour protéger les communautés vulnérables.

Si cette alliance stratégique avec les États-Unis est perçue par certains comme un atout majeur dans la lutte contre les groupes armés, elle soulève aussi des interrogations au sein de l'opinion nigérienne. Entre impératifs sécuritaires, souveraineté nationale et dépendance militaire, le partenariat Abuja-Washington reste à la fois un outil clé et un sujet de débat dans un pays encore profondément marqué par des années de violences.

CAN 2025 : SÉNÉGAL – MAROC POUR UNE FINALE DE FEU



La Coupe d'Afrique des Nations 2025 s'apprête à offrir au continent un choc de très haut niveau. Le Sénégal et le Maroc, deux têtes fortes du football africain, se retrouvent en finale pour un duel qui promet intensité, spectacle et émotion après avoir pris le meilleur respectivement sur l'Égypte (1-0) et sur le Nigeria (4-2) aux tirs au but, lors des demi-finales disputées, mercredi 14 janvier.

Plus qu'un simple match, cette affiche symbolise l'évolution, l'ambition et la rivalité sportive d'une Afrique du football désormais respectée sur la scène mondiale.

Le Sénégal, la puissance tranquille des Lions

Champion d'Afrique en 2021 et régulièrement présent dans le dernier carré des grandes compétitions, le Sénégal aborde cette finale avec le costume d'une équipe mature et sûre de sa force. Portés par une génération mêlant expérience et jeunesse, les Lions de la Teranga ont impressionné tout au long du tournoi par leur solidité défensive, leur discipline tactique et leur efficacité offensive.

Le collectif sénégalais repose sur un équilibre remarquable entre rigueur et créativité. Capables de gérer les temps faibles comme d'accélérer brutalement le jeu, les hommes de Pape Thiaw ont démontré qu'ils savaient gagner dans la douleur autant que dans la maîtrise. Cette finale représente pour eux l'occasion de confirmer leur statut de référence continentale et d'asseoir une dynastie africaine.

Le Maroc, la maîtrise et l'ambition des Lions de l'Atlas

De son côté, le Maroc poursuit son irrésistible ascension. Demi-finaliste historique de la Coupe du monde 2022, les Lions de l'Atlas ont confirmé lors de cette CAN 2025 qu'ils font désormais partie de l'élite mondiale. Avec un jeu basé sur la possession, la qualité technique et une intelligence tactique remarquable, le Maroc a séduit autant qu'il a dominé.

L'équipe marocaine se distingue par sa profondeur d'effectif et sa capacité à contrôler le rythme des rencontres. Chaque ligne respire la confiance et la sérénité, reflet d'un projet sportif cohérent et

ambitieux. Une victoire en finale serait la consécration d'années de travail et le symbole d'un football marocain arrivé à pleine maturité.

Une finale aux allures de choc des styles

Cette finale Sénégal – Maroc oppose deux philosophies : la puissance athlétique et le réalisme sénégalais face à la finesse technique et la maîtrise collective marocaine. Sur le terrain, chaque duel promet d'être intense, chaque erreur potentiellement fatale. L'enjeu est immense, la pression maximale, mais le spectacle devrait être à la hauteur des attentes.

Au-delà du trophée, cette rencontre incarne le visage moderne du football africain : organisé, ambitieux et compétitif. Quelle que soit l'issue, cette finale restera comme l'une des plus marquantes de l'histoire récente de la CAN.

Contactez-nous aujourd'hui

Mian Media

✉ infos@mianmedia.com | ☎ (+225) 27 22 52 15 43 | ☎ (+225) 07 14 13 25 74

- Web TV & Production audiovisuelle
- Podcast & Studio multimédia
- Édition & presse
- Conseil en image
- Publicité & Communication
- Relations publiques
- Consulting média
- Stratégie digitale & Médias sociaux
- Événementiel
- Partenariats & Sponsoring



Amen!

Hamaniè

Libula

BRICS & CO

De Novo

ALMASI

Sakaf

le gbéré écolo!

African Medical Review

AFRICANA

Suivez-nous sur :



visitez : www.mianmedia.com

Mian Media

Hamaniè

N° 082 - 16/01/2026